

**Arrêté préfectoral complémentaire N° 47-2026-01-15-00003**  
modifiant l'arrêté préfectoral n°47-2017-12-08-001 du 8 décembre 2017

de la société PHOENIX BIOGAZ,  
dont le siège social est situé à Lagupie (47)

Le Préfet de Lot-et-Garonne  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques

**Vu** Le Code de l'Environnement, en particulier son article R. 512-46-23 ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté ministériel du 5 février 2020 définissant les conditions d'exemption aux obligations d'intégrer un procédé de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation prévues par le code de la construction et de l'habitation pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** L'arrêté préfectoral n°47-2017-12-08-001 du 8 décembre 2017 portant enregistrement de la demande de la SAS LEVIGNERGIES en vue d'exploiter un méthaniseur agricole au lieu dit « Douverie » sur le territoire de la commune de LEVIGNAC de GUYENNE ;

**Vu** L'arrêté n°47-2018-05-17-001 du 17 mai 2018 modifiant l'arrêté n°47-2017-12-08-001 du 8 décembre 2017 portant enregistrement de la demande de la SAS LEVIGNERGIES en vue d'exploiter un méthaniseur agricole au lieu dit « Douverie » sur le territoire de la commune de LEVIGNAC de GUYENNE ;

**Vu** Le certificat de dépôt de déclaration de changement d'exploitant du 28 octobre 2025 ;

**Vu** Le porté à connaissance adressé au préfet par la SAS PHOENIX BIOGAZ le 4 août 2025 concernant les conditions d'exploitation de l'unité de méthanisation ;

**Vu** Le rapport de l'inspection des installations classées du 12 janvier 2026 ;

**VU** Le courriel transmis à l'exploitant le 9 janvier 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Vu** La réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission de l'arrêté préfectoral complémentaire ;

**Considérant** que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'enregistrement au sens du II de l'article R. 512-46-23 du Code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins que ce projet de modification nécessite de fixer des prescriptions complémentaires ;

**Sur proposition de** Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Lot-et-Garonne ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1. EXPLOITANT**

La société PHOENIX BIOGAZ (n° SIRET 932 392 202 00010), dont le siège social est situé 193 Chemin des Piarelles à Lagupie (47180), et exploitant une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de Lévigac-de-Guyenne au lieu-dit « Douverie », est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

#### **ARTICLE 2. MODIFICATION DU RÉGIME DES INSTALLATIONS**

Le tableau de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°47-2017-12-08-001 du 8 décembre 2017 fixant le régime des installation est remplacé par le tableau suivant :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Éléments caractéristiques / Volume	Régime
2781-1-b	Installation de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production : 1. Méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires : b) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 30 t/ j, mais inférieure à 100 t/ j	Quantité de matières traitées : <b>70 tonnes/jour</b>	E

Régime : E (enregistrement)

#### **ARTICLE 3. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU (IOTA)**

Rubrique	Installations et activités concernées	Installations ou activités correspondante	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2) Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	L'emprise des installations représente une superficie de <b>2,2 ha</b> . Les installations n'interceptent pas d'écoulements en dehors de l'emprise des infrastructures.	D

Régime : D (déclaration)

#### **ARTICLE 4. SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Les informations des parcelles, avec leurs superficies, mentionnées à l'article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral n°47-2017-12-08-001 du 8 décembre 2017 sont remplacées par les informations suivantes :

Commune	Code postal	Préfixe de la parcelle	Section de parcelle	Numéros de parcelles	Superficie (ha a ca)	Emprise ICPE (ha a ca)
Lévignac-de-Guyenne	47120	000	ZX	256	02 65 92	01 90 10
				257	00 34 09	00 33 74
TOTAL					03 00 01	02 23 84

#### ARTICLE 5. OUVRAGES DES INSTALLATIONS

Les deux digesteurs et la cuve de stockage de digestat liquide, objet du porté à connaissance susvisé ne sont pas considérés comme de nouveaux équipements au sens de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n°2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

#### ARTICLE 6. PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES

Les panneaux photovoltaïques présents sur le bâtiment de stockage du digestat solide respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 février 2020 susvisé.

#### ARTICLE 7. INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de deux mois.

#### ARTICLE 8. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ARTICLE L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente, le tribunal administratif de Bordeaux. Celui-ci peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) » :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

#### ARTICLE 9. EXÉCUTION – COPIE

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Lot-et-Garonne, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Lévignac-de-Guyenne et les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à l'exploitant.

Agén, le

15 JAN. 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général

Cédric BOUET